



Actualités OFS

Embargo: 27.10.2011, 9:15

.....

19 Criminalité et droit pénal

Neuchâtel, octobre 2011

L'assistance de probation, de 2001 à 2009

Chiffres-clés concernant la pratique et son évolution

.....

Renseignements:

Daniel Fink, OFS, Section Criminalité et droit pénal, tél.: +41 32 713 62 94

E-mail: Daniel.fink@bfs.admin.ch

N° de commande: 466-0900

Table des matières

1	L'essentiel en bref	4	3.6	Le personnel: principalement des professionnels du travail social	8
2	Introduction	5	3.7	Les finances: des dépenses modérées depuis 2007	9
3	L'assistance de probation – chiffres-clés de 2001 à 2009	6	3.8	Les taux d'encadrement: un nombre raisonnable de personnes assistées	9
3.1	La révision du CP et les services de probation	6	3.9	Considérations finales: des résultats statistiques pour réaliser d'autres analyses	9
3.2	L'assistance de probation: l'assistance sociale maintenant en première position	7	4	Méthodologie et qualité des données	10
3.3	Les tâches additionnelles: avant tout le travail d'intérêt général	7	5	Tableaux et formulaires d'enquête	11
3.4	Effectifs en fin d'année: une grande stabilité du nombre des mandats	8			
3.5	Le nombre total d'assistés après 2007	8			

1 L'essentiel en bref

La partie générale révisée du code pénal – et, partant, le droit révisé des sanctions – est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Avec un nombre de condamnations en légère hausse (2006: 90'000, 2009: 94'000), cette révision a notablement modifié la structure des sanctions prononcées. Les peines privatives de liberté avec sursis, qui venaient en première position avant 2007, ont cédé la place aux peines pécuniaires avec sursis. Le nombre des peines privatives de liberté sans sursis, notamment celles de courte durée, a diminué de moitié pour tomber à environ 6500 par année. La révision n'a pas eu vraiment d'incidence sur le nombre de peines privatives de liberté sans sursis de longue durée. La clientèle classique des services de probation – à savoir des personnes libérées conditionnellement d'un établissement d'exécution des peines – n'a été que très peu concernée par la révision. Ces personnes astreintes au service de probation sont assistées dans le cadre de mandats.

Les activités des services de probation définies dans la loi ont cependant été touchées par la révision du Code pénal en particulier par le fait que des personnes peuvent désormais bénéficier d'une assistance sociale cantonale pendant la durée de la procédure pénale et de l'exécution de la peine. Dans la majorité des cantons l'assistance est fournie par les services de probation. L'influence de la révision s'est traduite, si l'on considère les nouveaux mandats à partir de 2007, par un nombre de personnes assistées en détention presque trois fois plus important que celui des personnes assistées en liberté.

Les cantons peuvent par ailleurs confier à leurs services de probation des tâches dites additionnelles telles que la surveillance de l'observation des règles de conduite ou l'exécution du travail d'intérêt général et des peines sous surveillance électronique. La mise en œuvre de ces tâches a été très variable selon les cantons. Si 20 cantons sur 26 effectuent une surveillance de l'observation des règles de conduite, seuls 9 sur 26 assument l'exécution du travail d'intérêt général et seuls 3 sur 7 prennent en charge celle des peines sous surveillance électronique. Les tâches additionnelles comprennent aussi l'assistance volontaire, dans le cadre de laquelle des personnes sollicitent une aide après la période officielle d'astreinte. Cette assistance volontaire n'est proposée plus que dans quatre cantons.

De 2007 à 2009, on dénombre en moyenne 4500 nouveaux **mandats** d'assistance sociale par année et un nombre semblable de fins de mandat. Etant donné que l'assistance durant la privation de liberté n'était pas comptée parmi les tâches obligatoires, le nombre de mandats atteignait plutôt 2000 avant la révision. L'effectif annuel des personnes assistées se situe en moyenne vers 4700 depuis 2007. L'effectif des personnes assistées en fin d'année baisse légèrement.

Parmi les nouveaux mandats, on recense toujours chaque année quelque 650 mandats concernant des personnes libérées sous condition, 250 mandats concernant des personnes condamnées avec sursis et 150 mandats concernant des personnes dont l'exécution de la peine a été suspendue. En revanche, on a enregistré chaque année à partir de 2007 3500 nouveaux mandats d'**assistance sociale**.

Au niveau des **tâches additionnelles** qui sont accomplies par les services de probation, on observe que leur nombre est en baisse, tant pour les effectifs que les nouvelles assistances. Parmi ces tâches, le travail d'intérêt général (4000 nouvelles assistances), l'assistance volontaire (800) et l'exécution d'une peine sous surveillance électronique (200) occupent les trois premiers rangs en termes d'importance. L'effectif de fin d'année était de 1400 clients.

Les ressources humaines se montent en 2009 à 183 postes (équivalents plein temps), soit un recul de près de 5% par rapport à 2006. A cet égard, le personnel au bénéfice d'une formation en travail social – 125 postes – n'a diminué que faiblement, à l'inverse du personnel travaillant dans le domaine administratif. Le taux d'encadrement moyen atteint 55 personnes par assistant/e social/e. Dans moins de la moitié des cantons (11), des collaborateurs et collaboratrices bénévoles participent également à l'encadrement des personnes assistées.

Des **dépenses** totalisant environ 25 millions ont été consacrées aux services de probation et aux programmes de soutien, un montant qui est modeste comparé aux plus de 750 millions de francs utilisés pour les établissements de privation de liberté. A noter qu'un peu plus de 6000 personnes sont prises en charge dans les deux types d'institutions, si l'on se réfère à l'effectif.

2 Introduction

La partie générale du code pénal révisée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Outre la révision du droit des sanctions, des aspects importants de la mission et des tâches des services de probation ont été redéfinis. La principale innovation concerne l'introduction d'une assistance sociale pouvant être sollicitée par des personnes pendant la durée de la procédure pénale et de l'exécution de leur peine. De plus, diverses dispositions ont été définies de manière nouvelle et plus différenciée concernant les sanctions, notamment les mesures, et concernant l'exécution des peines et des mesures.

La statistique sur l'assistance de probation en Suisse établie depuis 2000 a donc été adaptée en 2006 aux nouvelles dispositions concernant les sanctions et l'exécution des peines et mesures et la conception de la statistique a été soumise à une petite consultation menée auprès de divers organes.

Les innovations introduites dans le droit pénal ont été reprises de manière très circonstanciée dans le relevé des données. La subdivision de la statistique en trois principaux domaines – nouveaux mandats et fins de mandat, effectif des personnes assistées dans le cadre de mandats et personnes assistées dans le cadre des tâches additionnelles – a été maintenue.

Dans le domaine des tâches obligatoires, il s'agit pour l'essentiel de recenser les mandats accomplis sur la base d'une décision concernant des personnes condamnées avec sursis et libérées conditionnellement de l'exécution d'une peine ou d'une mesure. Sont en plus recensés les mandats concernant des personnes en traitement ambulatoire avec suspension de peine. Les formes d'assistance correspondent dans une large mesure à l'ancien mandat des services de probation. La principale innovation concerne l'introduction d'une obligation pour les cantons de proposer une assistance sociale (art. 96 CP). Dans de nombreux cantons, la mise en œuvre de cette assistance a été confiée aux services de probation. Dans le relevé, cette tâche est recensée dans la partie des mandats.

Au niveau des tâches additionnelles non obligatoires, sont recensées la surveillance de l'observation des règles de conduite en cas de libération conditionnelle, la surveillance de l'observation des règles de conduite en cas de peine avec sursis ou sursis partiel et de suspension de l'exécution de la peine. Est aussi enregistrée l'exécution du travail d'intérêt

général et des peines sous surveillance électronique. Mais comme ces tâches ne sont pas accomplies forcément par les services de probation dans tous les cantons, une question a été introduite dans le formulaire d'enquête pour savoir si ces tâches additionnelles sont assurées par les services de probation.

Des informations sont aussi recueillies sur les ressources humaines et financières, ce qui était déjà le cas dans le relevé des données de 2000 à 2006.

Les mandats d'assistance peuvent remonter à des condamnations prononcées avant 2007, par exemple dans le cas d'un séjour de longue durée dans un établissement d'exécution de peines ou de mesures, d'une procédure pénale de longue haleine ou d'une assistance fournie à une personne en liberté. Une telle situation pourra exister encore pendant quelques années. C'est pourquoi le formulaire d'enquête comporte, là où c'est possible, les catégories selon l'ancien et le nouveau droit pénal. Le formulaire ayant été conçu sous forme électronique, il a été possible d'améliorer les descriptions, les définitions et les plausibilités. Lors du contrôle des données, les différentes années et les indications des diverses catégories sont comparées entre elles (canton par canton, position par position). En raison du caractère agrégé du relevé, il faut compter avec des doublons, ce qui veut dire que les totaux des personnes effectivement assistées sont en réalité légèrement plus bas.

Le relevé 2007 a pu être clos au milieu de l'année 2009. Les données portant sur les années 2008 et 2009 ont été saisies au début de 2010. Les années 2007 à 2009 sont présentées ensemble pour assurer une interprétation plus cohérente des résultats après 2007. Les données portent sur l'ampleur, la structure et l'évolution de l'accomplissement des mandats et des tâches additionnelles dans les années 2001 à 2009. Les commentaires visent cependant à mettre en évidence les changements après 2007.

L'Office fédéral de la statistique remercie toutes les personnes ayant participé à la conception et à la réalisation du relevé. Nous remercions tout particulièrement le personnel du secrétariat de l'Association suisse de probation et de travail social dans la justice (prosaj) pour son travail compétent dans la saisie des données ainsi que les membres du groupe de travail OFS-prosaj pour leur soutien actif dans cette activité statistique.

Neuchâtel, le 30 septembre 2011

3 L'assistance de probation – chiffres-clés de 2001 à 2009

Les pages qui suivent visent – comme dans les publications précédentes consacrées à cette thématique – à commenter les données statistiques nationales sur l'exécution de l'assistance de probation. Sont considérés en particulier le volume, la structure et l'évolution de toutes les formes d'assistance sociale fournie par les services de probation. Une attention est prêtée aux changements quantitativement importants avant et après 2007. La méthodologie du relevé des données et la présentation de la thématique sont traités plus en détail dans l'annexe. Cette dernière comprend aussi les tableaux et la copie du formulaire d'enquête.

3.1 La révision du CP et les services de probation

Entre 2000 et 2006, les services de probation cantonaux ont maintenu dans une large mesure leurs activités de travail social dans la justice; ils les ont parfois même développées, sans disposer de davantage de personnel et de ressources financières. L'accroissement du volume de l'assistance fournie s'explique moins par une extension de l'assistance de probation traditionnelle réalisée sur la base de mandats que par la mise en place d'une assistance sociale selon l'art 96 CP¹.

Les tâches additionnelles allant au-delà du travail social effectué sur la base de mandats sont assumées de manière très variable par les services de probation.

Six cantons n'effectuent quasiment aucune tâche dans le domaine de la surveillance de l'observation des règles de conduite et 17 services cantonaux de probation n'accomplissent aucun mandat dans l'exécution du travail d'intérêt général ou dans celle des peines sous surveillance électronique. Quatre cantons ne proposent aucune assistance sociale bénévole, cette dernière étant assumée par d'autres services sociaux.

On peut retenir que l'extension des tâches a conduit à un déplacement de compétences entre divers services de l'Etat et que certaines tâches sont dans la pratique réalisées selon de nouvelles règles et avec une intensité d'assistance variable.

Les services de probation et la définition de leurs tâches – questions de terminologie

Le manque d'uniformité dans l'utilisation de certains termes en Suisse fait qu'il est nécessaire de définir ces derniers en étant le plus près possible du code pénal, en s'inspirant de la pratique et de manière à permettre des comparaisons au fil du temps. Dans cette publication, les termes sont utilisés de la manière suivante:

1. Mandats d'assistance

1.1. Assistance de probation: font partie de cette assistance les astreintes au service de probation décidées par les tribunaux et les autorités d'exécution en cas de condamnation avec sursis ou sursis partiel, de mesure ambulatoire avec suspension de peine ou de libération conditionnelle.

1.2 Assistance sociale: par assistance sociale, on entend ici l'assistance sociale sollicitée en vertu de l'art. 96 CP. Même si des personnes en procédure pénale ou en exécution d'une peine peuvent demander volontairement à bénéficier d'une telle aide sociale, celle-ci doit obligatoirement être proposée par les cantons. De nombreux cantons délèguent cette tâche aux services de probation.

2. Tâches additionnelles

Elles comprennent la réalisation de la surveillance de l'observation des règles de conduite, du travail d'intérêt général ou de l'exécution des peines sous surveillance électronique. On y compte également l'assistance volontaire. Un certain nombre de services de probation soutiennent des personnes sur une base volontaire pour les deux parties à la fin de l'astreinte au service de probation ou au-delà de la période de sollicitation de l'assistance sociale.

3. Services de probation:

Ce terme s'applique au service cantonal accomplissant les tâches décrites ci-dessus.

¹ Art 96 CP – en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007

Assistance sociale

Pendant la procédure pénale et pendant l'exécution de la peine, la personne concernée peut bénéficier d'une assistance sociale cantonale.

3.2 L'assistance de probation: l'assistance sociale maintenant en première position

Comme on s'y attendait, la révision du code pénal n'a pas eu de répercussions notables sur le nombre de personnes prises en charge dans le cadre de l'assistance traditionnelle fournie sur la base de mandats. Ainsi, le nombre de personnes libérées de l'exécution d'une peine ou d'une mesure devant être assistées pendant la période de probation est resté à peu près le même. Il en est allé de même du nombre de personnes condamnées à des peines avec sursis devant être assistées par un service de probation. Dans certains cantons, la prise en charge par les services de probation dans le cas d'une suspension de peine est nouvelle.

Comme auparavant, les services de probation assistent chaque année entre 700 et 900 personnes libérées conditionnellement de l'exécution d'une peine. L'assistance proposée consiste à aider ces personnes dans la recherche d'un logement et d'un travail, à les aider à gérer leur situation financière et à favoriser leur intégration sociale.

Comme avant 2007, les personnes condamnées à des peines avec sursis sont rarement plus de 200 à être astreintes à un service de probation. Si l'on considère qu'environ 75'000 condamnations sont prononcées en étant assorties d'un sursis, le taux d'encadrement est dans ce cas extrêmement faible.

Le nombre de personnes en mesures ambulatoires avec suspension de peine qui sont astreintes à une probation a baissé de moitié depuis 2007, ce qui reflète un changement de pratique encore inexpliqué.

L'assistance sociale pendant la durée de la procédure pénale ou de l'exécution de la peine consiste le plus souvent en une aide fournie dans le cadre de la détention préventive, car les établissements d'exécution des peines disposent généralement de leurs propres services sociaux. Compte tenu du nombre très élevé de personnes placées en détention préventive en Suisse (plus de 30'000 entrées), on s'attendait à ce que le nombre annuel de personnes assistées appartenant à cette catégorie augmente rapidement. Etant donnée leur très courte durée (médian 3 jours), ce dernier est cependant resté très constant depuis 2007: 3500 personnes en détention préventive bénéficient d'un soutien. Ainsi, les cas d'assistance sociale représentent environ 75% de tous les mandats d'assistance de probation.

De 2007 à 2009, aucune assistance de probation n'a été fournie à des personnes condamnées selon le code pénal militaire.

Le nombre de mandats d'assistance de probation clos se situe à peu près au même niveau que celui des nouveaux mandats: il a atteint 4500 en moyenne pour la période de 2007 à 2009. Si l'on considère que ce chiffre inclut depuis 2007 quelque 2000 personnes en privation de liberté, on peut en conclure que la grande majorité des clients ne sont assistés que pendant de brèves périodes. La durée théorique moyenne de séjour de toutes les personnes placées en détention préventive se monte à environ 25 jours. On sait par contre d'expérience que la durée de l'assistance fournie aux personnes libérées conditionnellement atteint deux à trois ans.

3.3 Les tâches additionnelles: avant tout le travail d'intérêt général

Les tâches additionnelles sont des mandats d'une ampleur variable qui ont été confiés aux services de probation (voir le point 3.1 concernant l'importance de l'attribution de tâches additionnelles aux services de probation). Elles portent sur la surveillance de l'observation des règles de conduite qui peuvent être imposées aux clients purgeant une peine avec sursis ou sursis partiel ou libérés conditionnellement. Elles sont aussi souvent liées à un traitement ambulatoire. Enfin, elles comprennent l'assistance volontaire et l'exécution du travail d'intérêt général et des peines sous surveillance électronique.

Le nombre de tâches additionnelles assurées par les services de probation a reculé de 6400 à 4600 au cours des trois dernières années. La diminution a touché en particulier les cas d'assistance volontaire (qui sont passés de 1300 à 700) et les travaux d'intérêt général (qui sont passés de 4800 à 3600).

A noter que seuls quelques cantons continuent de proposer une assistance volontaire. On peut supposer que les ressources limitées ont été concentrées sur la mise en œuvre de l'assistance sociale en privation de liberté. La baisse du nombre des engagements en travail d'intérêt général est due au net recul de l'application de cette sanction et au fait que les tigiistes effectuant un travail d'intérêt général au lieu d'une peine privative de liberté sans sursis disparaissent.

La surveillance de l'observation des règles de conduite a une importance mineure au niveau du nombre de cas. Chaque année, on dénombre entre 250 et 300 cas; au cours des trois dernières années, il s'agissait le plus souvent de surveiller l'observation des règles de conduite en cas de peine avec sursis.

3.4 Effectifs en fin d'année: une grande stabilité du nombre des mandats

Lorsque les mandats se prolongent au-delà de la fin de l'année, ils sont recensés dans les effectifs. Comme l'assistance sociale en privation de liberté est le plus souvent de courte durée, il est prévisible que les effectifs soient toujours inférieurs au nombre de nouvelles assistances. À l'inverse, les mandats ayant trait à des personnes libérées conditionnellement ou condamnées avec sursis sont de durée moyenne (1 an) ou longue (de 2 à 5 ans), ce qui se traduit par des effectifs plus élevés que le nombre de nouveaux clients.

Le nombre de personnes libérées conditionnellement est deux fois plus élevé dans les effectifs de fin d'année que dans les nouvelles assistances; en 2009, on recensait 500 nouvelles entrées contre des effectifs de 1000 personnes à la fin de l'année. Le rapport est à peu près semblable en ce qui concerne les personnes condamnées avec sursis: 220 nouveaux clients sont assistés chaque année pour des effectifs de 600 personnes assistées à la fin de l'année. La durée théorique moyenne d'assistance atteint deux ans chez les personnes libérées conditionnellement et 3 ans chez les personnes condamnées avec sursis.

Même si l'on ne peut pas encore parler véritablement d'une tendance, il semble que le nombre de mandats d'assistance de probation diminue au profit de celui des mandats d'assistance sociale. Les données existantes ne permettent pas encore de dire si l'assistance continue que les services de probation doivent assurer entraîne, par effet de vase communicant, une réduction des besoins d'assistance de probation après la libération ou en cas de condamnation avec sursis.

Étant donné que les tâches additionnelles de la période d'avant 2007 n'ont pas été enregistrées de la même manière, on ne dispose pas de données de comparaison. Pour la période depuis 2007, le nombre des tâches additionnelles est en recul (en 2007 : 1032, en 2009 : 683). Celui des cas d'assistance volontaire disponible depuis 2001 a présenté avant 2007 une tendance à la baisse (de 500 à 300 personnes assistées); ils passent à 1258 cas en 2007, mais reculent à 729 en 2009. Enfin, l'effectif en fin d'année des personnes exécutant un travail d'intérêt public et des personnes sous surveillance électronique a diminué, passant de 1500 en 2007 à 1000 en 2009.

3.5 Le nombre total d'assistés après 2007

Le nombre total des personnes assistées avant et après 2007 ne peut que partiellement être comparé, car divers changements dans le mode de relevé exercent une influence positive ou négative sur le total. Si les tâches de contrôle du respect des règles de conduite étaient auparavant comptées parmi les mandats, elles sont maintenant comptabilisées dans les tâches additionnelles. L'assistance aux personnes en privation de liberté fournie hors d'un mandat fait maintenant partie de l'assistance sociale. Alors que l'exécution des peines sous surveillance électronique (EM) et le travail d'intérêt général (TIG) n'étaient jusqu'en 2007 pas considérés dans la statistique de probation, ils ont maintenant été intégrés dans les tâches additionnelles. La présentation des données choisie vise à assurer une certaine comparabilité.

En faisant abstraction du TIG et de l'EM, on est en premier lieu frappé par le recul du total des personnes assistées. Si l'on comptait jusqu'en 2007 annuellement environ 7000 personnes assistées en effectif de fin d'année, leur nombre a fortement diminué en 2008 et 2009 (-16,8%). En revanche, le nombre total des mandats, le domaine-clé des services de probation, est resté très stable. Si l'on tient maintenant compte du TIG (l'EM ayant peu d'importance au plan quantitatif), on constate – en conformité avec les tendances observées dans la statistique de l'exécution des peines – un recul du nombre de TIG. Il est donc logique que les chiffres totaux, incluant cette fois le TIG et l'EM, présentent une tendance à la baisse pour ces dernières trois années.

C'est seulement à l'aide des prochains relevés qu'il deviendra possible de vérifier si cette baisse du nombre de personnes assistées est temporaire ou si elle se poursuivra. Les informations futures devraient montrer si les changements sont dus à l'entrée en vigueur de la révision ou si leur cause est à chercher dans une nouvelle définition des activités des services de probation.

3.6 Le personnel: principalement des professionnels du travail social

Si les ressources en personnel sont restées très stables entre 2001 et 2006, elles ont ensuite diminué, passant de 197 postes à 184 postes (en équivalents plein temps) en 2009. Le personnel administratif a été davantage touché (-11 postes) par cette réduction que le personnel actif dans le travail social (-2 postes).

Le nombre de personnes collaborant de manière bénévole a également diminué ces dernières années. Leur nombre atteignait environ 250 par année avant 2007, puis il est tombé à 200 en 2008 et en 2009. Cette diminution va peut-être de pair avec l'évolution des tâches évoquée ci-dessus, l'assistance sociale aux personnes en détention préventive requérant davantage de professionnels.

3.7 Les finances: des dépenses modérées depuis 2007

La baisse du nombre de postes à disposition a entraîné, une année après l'entrée en vigueur du code pénal révisé, une diminution des moyens financiers engagés dans les services de probation. Avant 2008, près de 26 millions de francs par année étaient dépensés en moyenne dans les activités d'assistance de probation; à partir de 2008, ce montant est tombé à 23 millions (-11,5%). En outre, les programmes de soutien ont coûté comme avant 2007, environ 1 million de francs par année.

La statistique des finances publiques (communes, cantons, Confédération) fait état pour 2008 de 890 millions de francs consacrés à l'exécution des sanctions, qui inclut les activités des services de probation. Les dépenses ont augmenté de 180 millions de francs par rapport à l'an 2000. Sur ces quelque 900 millions de francs, environ 750 millions sont utilisés pour les établissements de privation de liberté. Les dépenses des services de probation absorbent donc à peine 3% des dépenses totales de ce centre de charges.

3.8 Les taux d'encadrement: un nombre raisonnable de personnes assistées

Si l'on se base sur l'effectif des personnes à encadrer qui se trouvaient ou non en détention à la fin de l'année (2009), soit 7000 personnes, on obtient pour un total de

125 postes de travailleurs sociaux un taux moyen d'encadrement pour toute la Suisse de 55 clients par poste.

Du point de vue de l'intensité de cette assistance, il convient de distinguer les personnes en liberté de celles en privation de liberté. Il faut partir du principe que les premières bénéficient généralement d'une assistance plus intense. Si l'on divise le nombre de personnes en liberté, soit 3910 (mandats et tâches additionnelles, sans l'assistance sociale, les TIG et l'exécution des peines sous surveillance électronique), par le nombre de postes du personnel d'assistance, soit 125, on obtient un taux d'encadrement de 31 clients par poste.

Il faut également tenir compte du fait que quelque 6000 nouveaux clients (sans les TIG) sont pris en charge chaque année et que le nombre de clients cessant d'être assistés est tout aussi important. Même s'il s'agit ici dans de nombreux cas de contacts et d'entretiens uniques, on arrive à un taux moyen d'encadrement de 97 clients par poste, en intégrant le TIG et l'EM 127 clients par poste.

3.9 Considérations finales: des résultats statistiques pour réaliser d'autres analyses

Le relevé des données sur l'assistance de probation a été remanié en fonction de l'entrée en vigueur du code pénal révisé (CP) le 1^{er} janvier 2007. Il a été adapté aux nouvelles dispositions du CP et simplifié dans son utilisation. Il a été subdivisé en trois domaines: les mandats (assistance de probation sociale), les tâches additionnelles et l'assistance sociale volontaire. Dans chaque catégorie considérée, les fournisseurs de données devaient donner des informations sur les nouvelles assistances, sur les fins d'assistance ainsi que sur l'effectif en fin d'année. Comme le rapport sur l'assistance de probation 2000-2006 (OFS, 2009), les données commentées dans cette publication représentent une base statistique pour réaliser d'autres études approfondies.

4 Méthodologie et qualité des données

Les innovations introduites dans le code pénal ont été reprises de manière très détaillée dans le relevé. La subdivision du relevé statistique en trois principaux domaines – nouveaux mandats et fins de mandat, effectif des personnes assistées dans le cadre de mandats et personnes assistées en plus – a été maintenue.

Dans le domaine des tâches obligatoires, il s'agit pour l'essentiel de recenser les mandats concernant des personnes condamnées avec sursis ou libérées conditionnellement de l'exécution d'une peine ou d'une mesure. Sont en outre considérées dans le relevé les personnes dont l'exécution de la peine a été suspendue en raison d'un traitement thérapeutique. Ces activités correspondent largement à la mission dévolue jusqu'ici aux services de probation. La principale innovation concerne l'introduction de l'assistance sociale dans le domaine de tâches obligatoire des services de probation; jusqu'ici cette assistance faisait partie des tâches volontaires dans de nombreux cantons. Il reste que ce n'est pas dans tous les cantons que cette tâche est confiée aux services de probation; il se peut qu'elle soit déléguée directement au service social d'une prison.

Les deux dispositions suivantes du code pénal forment la base légale pour la mise en oeuvre de l'assistance de probation:

Art. 93 CP: Assistance de probation

1 L'assistance de probation doit préserver les personnes prises en charge de la commission de nouvelles infractions, et favoriser leur intégration sociale. L'autorité chargée de l'assistance de probation apporte l'aide nécessaire directement ou en collaboration avec d'autres spécialistes.

Art. 96 CP: Assistance sociale

Pendant la procédure pénale et pendant l'exécution de la peine, la personne concernée peut bénéficier d'une assistance sociale cantonale.

Pour pouvoir être en mesure d'évaluer les activités relevant des tâches additionnelles, une question relative à ces dernières a été intégrée dans le formulaire d'enquête. Ainsi dans ce domaine, sont relevées en particulier la surveillance de l'observation des règles de conduite en cas de libération conditionnelle et en cas de peine avec sursis ou sursis partiel ainsi que la surveillance d'un traitement

ambulatoire. Sont aussi recueillies des données sur l'exécution du travail d'intérêt général et des peines sous surveillance électronique.

Les unités de base du relevé sont le nombre de mandats et de tâches et non les personnes assistées. Comme il est possible qu'une personne soit soumise dans la même année à différentes obligations (par ex. règles de conduite et un engagement dans un travail d'intérêt général), cette personne est dans ce cas comptée à double. Ce comptage multiple se produit aussi en fin d'année, car une personne soumise à différentes obligations sera comptabilisée dans chaque catégorie d'obligation concernée (par ex. astreinte au service de probation en raison d'une condamnation avec sursis et règles de conduite; exécution d'une peine sous surveillance électronique avec traitement ambulatoire). Contrairement au relevé de l'assistance de probation dans les années 2000 à 2006, le présent relevé ne devait recenser que les mandats et les tâches additionnelles des services chargés de la mise en oeuvre de la probation ordonnée. Ce changement visait à éviter des doubles comptages entre service ordonnant et service exécutant. Pour pouvoir tenir compte de tous les motifs d'astreinte et d'assistance, le surcomptage du nombre de personnes prises en charge a été accepté comme un pis-aller. Le nombre effectif de ces dernières n'est pas connu. Il est dans tous les cas inférieur aux chiffres obtenus.

Le plus grand point faible de ce mode de relevé réside dans le fait que les prestations fournies par les services de probation (volume, type, durée effective) ne sont pas saisies. Il est aussi regrettable que l'on ne dispose pas d'informations sur les clients, que ce soient des données démographiques et des informations sur la situation sociale de ces derniers ou sur les problèmes personnels qu'ils rencontrent au niveau du travail, du logement, des dettes ou des dépendances. Ce n'est qu'avec de telles données que l'on pourrait procéder à une appréciation globale des activités des services de probation. Si l'on prenait en outre en considération les taux de récidives, il serait alors possible d'attester chiffres à l'appui, l'efficacité jugée par expérience élevée de l'assistance de probation axée sur la prévention spéciale.

5 Tableaux et formulaires d'enquête

Depuis 2002, les données-clés sur l'assistance de probation pour l'ensemble de la Suisse sont publiées sur le portail Statistique suisse. Le tableau avec les données-clés figure dans l'annexe.

Le tableau (Encyclopédie statistique, tableau 19.3.5.4.1) contient des indications sur le volume des ouvertures et fermetures de dossiers d'assistance selon les catégories de droit pénal, ainsi que sur l'effectif des personnes assistées ventilées selon les mandats et les tâches additionnelles. Il présente aussi des données sur le personnel d'assistance et sur le taux d'encadrement.

On trouve dans l'annexe le formulaire d'enquête pour l'année 2009, inchangé depuis 2007 et adapté au nouveau droit de l'exécution et des sanctions.

Probation

Depuis 2001

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Engagement des activités d'assistance par les services de probation selon la base légale									
Total (à partir de 2007, y compris l'assistance sociale)	1 793	1 725	1 943	1 962	2 104	1 993	4 798	4 644	4 394
• Décision ¹ d'astreinte au service de probation en cas de condamnation avec sursis ou sursis partiel	186	192	257	244	281	325	194	233	223
traitement ambulatoire avec suspension de peine	322	297	337	371	345	293	181	155	99
libération conditionnelle ou à l'essai d'une peine ou mesure libération conditionnelle	840	881	867	959	990	955	924	753	658
libération à l'essai d'une mesure stationnaire	635	695	716	818	779	758	...	...	...
libération conditionnelle d'une maison d'éducation au travail	187	169	130	104	189	168	...	...	...
libération conditionnelle d'une maison d'éducation au travail	18	17	21	37	22	29	...	...	...
règles de conduite (exclusivement, jusqu'en 2006)	208	185	284	249	292	256	...	...	...
autre (jusqu'en 2006)	237	170	198	139	196	164	...	...	...
• Assistance sociale (à partir de 2007)	...	...	...	...	...	...	3 499	3 503	3 414
Conclusion des activités d'assistance des services de probation selon la base légale									
Total (à partir de 2007, y compris l'assistance sociale)	1 871	1 855	1 798	1 556	1 916	1 902	5 014	4 220	4 445
• Conclusion d'une astreinte ¹ au service de probation en cas de condamnation avec sursis ou sursis partiel	220	206	170	186	226	236	196	214	225
traitement ambulatoire avec suspension de peine	371	320	372	320	423	356	245	203	162
libération conditionnelle	885	1 001	873	741	850	969	1 157	898	768
libération conditionnelle	647	720	668	593	665	799	...	...	...
libération à l'essai d'une mesure stationnaire	210	253	183	129	165	154	...	...	...
libération conditionnelle d'une maison d'éducation au travail	28	28	22	19	20	16	...	...	...
règles de conduite exclusivement	198	162	204	156	237	210	...	...	...
autre	197	166	179	153	180	131	...	...	...
• Assistance sociale (à partir de 2007)	...	...	...	...	...	...	3 416	2 905	3 290
Fin de l'astreinte au service de probation (resp. au patronage) selon le motif									
Total	1 874	1 855	1 798	1 556	1 916	1 902	...	...	...
Fin de la période d'astreinte	1 575	1 562	1 364	1 229	1 469	1 546	...	...	...
Révocation ²	127	149	174	137	175	146	...	...	...
Renvoi avant fin ³	72	40	46	39	40	36	...	...	...
Décès	41	42	34	25	37	37	...	...	...
Autres	59	62	180	126	195	137	...	...	...

Probation Depuis 2001

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Personnes assistées en fin d'année, nouveaux mandats et tâches additionnelles en cours d'année									
Effectif des personnes assistées, au 31.12.									
Total avec TIG et EM ⁴	...	...	...	...	...	...	8 610	7 234	6 916
Exécution de TIG et EM par les services de probation	7 516	7 094	7 119	7 775	7 738	7 523	1 485	1 159	988
Total sans TIG et EM	4 561	4 441	4 429	4 780	4 932	4 788	4 835	4 730	5 928
Mandats									
Mandats «classiques»	...	...	...	...	...	...	3 161	2 793	2 498
Assistance sociale	...	...	...	...	...	...	1 674	1 937	2 018
Tâches additionnelles (depuis 2007)	...	...	...	...	...	...	1 032	590	683
Assistance volontaire ⁵	571	508	485	459	411	331	1 258	755	729
Assistance en privation de liberté	2 384	2 145	2 205	2 536	2 395	2 404	...	...	...
Nouvelles assistances en cours d'année									
Total avec TIG et EM ⁴	...	...	...	...	...	...	11 211	9 724	8 967
Exécution de TIG et EM par les services de probation	...	...	...	...	...	...	4 770	4 261	3 586
Total sans TIG et EM	6 804	6 517	7 263	8 135	8 024	7 282	6 441	5 506	5 381
Mandats	1 793	1 725	1 943	1 954	2 104	1 993	4 798	4 644	4 394
Mandats «classiques»	...	...	...	...	...	...	1 299	1 141	980
Assistance sociale	...	...	...	...	...	...	3 499	3 503	3 414
Tâches additionnelles (depuis 2007)	...	...	...	...	...	...	334	237	248
Assistance volontaire ⁵	200	180	185	182	162	124	1 309	660	739
Assistance en privation de liberté	4 811	4 612	5 135	5 999	5 758	5 165	...	...	...
Taux d'encadrement									
Personnel d'encadrement	192	205	199	197	196	190	197	181	184
dont travailleurs sociaux	119	134	131	127	123	125	127	123	125
Taux moyen d'encadrement (sur effectif)	63	53	54	61	63	60	56	50	47
Taux moyen d'encadrement (sur effectif, y compris TIG/EM)	...	...	...	...	...	...	68	59	55
Taux moyen d'encadrement (sur effectif et nouvelles assistances)	120	102	110	125	128	118	107	94	90
Taux moyen d'encadrement (sur effectif et nouvelles assistances, y c. TIG/EM)	...	...	...	...	...	...	156	139	127

¹ Décision d'astreinte au patronage en cas de condamnation avec sursis ou sursis partiel, selon les art. 44.2, 46.2, 46.4 CP resp. selon l'art. 41.2 aCP

Décision d'astreinte au patronage pendant un traitement ambulatoire avec suspension de peine, selon art. 63 CP resp. les art. 43.2.2, 44.1 et 44.6 CP

Décision d'astreinte au patronage en cas de libération conditionnelle, selon toutes les formes du CP, resp. les art. 38.2, 43.4.2 et 44.42 ainsi que 100ter aCP

Règles de conduite: suivi

Assistance sociale selon l'art. 96 CP

² En général en cas de récidive conduisant à une réincarcération

³ En cas de mandats qui ont fait l'objet d'un renvoi entre cantons

⁴ TIG: travail d'intérêt général; EM: electronic monitoring, exécution des peines sous surveillance électronique

⁵ Personnes assistées par les services de probation au-delà de la période déterminée dans la décision d'astreinte au service de probation

Source: Statistique de la probation / Renseignement: 032 713 62 40, crime@bfs.admin.ch / © OFS - Encyclopédie statistique de la Suisse

Mandats des services de probation en 2009 Canton:

OFS 1.12.2009

		Code pénal suisse											CPM				
	Date Période	Mandats en cas de libération conditionnelle							Mandats en cas de sursis/sursis partiel		Mandats en cas de suspension de l'exécution de la peine			Assis- tance sociale	Mandats		Total
		Libération conditionnelle d'une exécution de peine	Prolongation du délai d'épreuve et de l'assistance de probation; (échec de la mise à l'épreuve)	Levée et libération conditionnelle d'un internement	Prolongation de la mise à l'épreuve et de l'assistance de probation (infraction art. 64.1CP)	Libération conditionnelle d'une exécution d'une mesure pour troubles mentaux (Art. 59 CP)	Libération condit. d'une exécution d'une mesure pour traitement des addictions (alcool, drogues, médicaments, Art. 60 CP)	Libération condit. d'une exécution de mesure pour jeunes adultes (Art. 61)	Sursis à l'exéc. d'une peine (Art. 42 CP) en cas d'échec; prolongation de la mise à l'épreuve et ass. de probation	Sursis partiel à l'exéc. d'une peine (Art. 43 CP); prolongation de la mise à l'épreuve et assistance de probation	Suspension de l'exéc. de peine au profit d'un traitement ambulatoire en cas de mesure pour troubles mentaux	Prolongation du traitement ambulatoire en cas de mesure pour troubles mentaux	Suspension de l'exéc. d'une peine au profit d'une mesure de traitement ambulatoire des addictions	Assistance sociale	Libération conditionnelle de l'exécution d'une peine militaire	Sursis ou sursis partiel à l'exécution d'une peine militaire	
Ancien article		Art. 38.2		Art. 42.4/2		Art. 43.4.2	Art. 44.4/2 Art. 44.4 et 44.6	Art. 100ter	Art. 41.2		Art. 43.2/2		Art. 44.1 Art. 44.6		Art. 31	Art. 32	
Article		Art. 87.2	Art. 89.2 Art. 89.3	Art. 64a.1 Art. 64a.2 Art. 64a.4 Art. 64c.4	Art. 87.3	Art. 62.3 Art. 62.4 Art. 62a.5 Art. 62a.6	Art. 62.3 Art. 62.4 Art. 62a.5 Art. 62a.6	Art. 62.3 Art. 62.4 Art. 62a.5 Art. 62a.6	Art. 44.2 Art. 46.2 Art. 46.4	Art. 44.2 Art. 46.2 Art. 46.4	Art. 63.2 Art. 63a.4	Art. 63.4	Art. 63.2 Art. 63a.4	Art. 96	Art. 34b.2	Art. 38.2 Art. 40.2	
Effectif en fin d'année précédente	31.12.																0
Nouveaux mandats dans l'année	1.1. au 31.12.																0
Fin de mandats en cours d'année	1.1. au 31.12.																0
Total de contrôle																	0
Effectif au	31.12.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

OFS 1.12.2009

Tâches additionnelles des services de probation en 2009

Canton:

		Code pénal suisse																		
Date Période	Total	EM	Travail d'intérêt général			Assistance volontaire	Surveillance du traitement ambulatoire en cas de suspension de l'exécution de la peine privative de liberté			Surveillance du respect des règles de conduite en cas de peine avec sursis/sursis partiel		Surveillance du respect des règles de conduite en cas de libération conditionnelle								
			Peine privative de liberté de substitution	Travail d'intérêt général (peine)	Travail d'intérêt général (amende)		Exécution des peines sous surveillance électronique	Suspension de l'exécution de la peine au profit d'une mesure de traitement ambulatoire des additions	Suspension de l'exécution de la peine en cas de mesure pour troubles mentaux	Suspension de l'exécution de la peine au profit d'un traitement ambulatoire en cas de mesure pour troubles mentaux	Sursis partiel à l'exéc. d'une peine mise à l'épreuve et règles de conduite (Art. 43 CP); prolongation de la mise à l'épreuve et règles de conduite	Sursis à l'exéc. d'une peine en cas d'échec; prolongation de la mise à l'épreuve et règles de conduite	Libération condit. d'une exécution de mesure pour jeunes adultes (Art. 61 CP)	Libération condit. d'une exéc. institt. d'une mesure pour troubles mentaux (Art. 59 CP)	Libération condit. d'une exéc. institt. d'une mesure pour troubles mentaux (alcool, drogues, médicaments, Art. 60 CP)	Libération condit. d'une exécution de mesure pour jeunes adultes (Art. 61 CP)	Levée et libération conditionnelle d'un internement	Prolongation de la mise à l'épreuve et règles de conduite (infraction s. l'art. 64.1 CP)	Libération condit. d'une exéc. institt. d'une mesure pour troubles mentaux (Art. 59 CP)	Prolongation du délai d'épreuve et règles de conduite (échec de la mise à l'épreuve)
Dans la responsabilité du service																				
Ancien article																				
Article																				
Effectif en fin d'année précédente	0																			
Engagements d'une assistance dans l'année	0																			
Fin de l'assistance en cours d'année	0																			
Effectif au 31.12.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total de contrôle		0														0	0			

Ressources des services de probation en 2009

Canton:

Ressources en personnel

	Ressources en personnel en équivalent plein-temps*					
	Direction	Travail social	Travail d'intérêt général	Electronic Monitoring	Administration	Total
2009						

Collaborateurs volontaires	
Actifs en 2009	Nombre total des disponibles

* 1 emploi plein-temps = 100%

Dépenses financières

	Dépenses de fonctionnement
2009	

Ressources financières des programmes d'assistance

4 Les ressources en personnel, en 2006

L'effectif du personnel en pour cent de postes et nombre de personnes en fonction bénévole, au 31/12/2006

Personnel			Bénévoles	
Direction	Travail social	Administration	Total	
				Actifs
				Nombre total

Définition

Les ressources en personnel correspondent à l'ensemble de l'effectif en fin d'année, calculé en pour cent d'équivalent de postes à temps plein. Il y a lieu de distinguer, pour le personnel, entre personnes exerçant des tâches de direction, de travail social ou de travail administratif, pour les bénévoles, spécifier ceux qui ont été actifs et ceux qui se sont tenus à disposition des services.

- Il y a lieu d'inclure les personnes qui travaillent en qualité
- de directeur/trice, de responsable de projet ou de programme,
 - de travailleur ou travailleuse social/e (avec ou sans diplôme),
 - comme employé-e-s administratifs/ves dans le service de la probation.

Pour les tâches accomplies par des personnes extérieures (outsourcing), rémunérées par le service de probation, calculer en pour cent de postes et les additionner sous «travail social».

Il y a lieu d'exclure les personnes chargées de l'organisation du travail d'intérêt général ou de l'exécution des peines sous surveillance électronique.

5 Ressources financières, en 2006

Dépenses de fonctionnement	Dépenses pour les programmes de soutien

Définition

Les ressources financières comprennent tous les moyens disponibles pour les activités traditionnelles du service de probation, divisées entre celles engagées pour le fonctionnement du service et celles pour les programmes de soutien aux personnes assistées.

Il y a lieu d'inclure les dépenses effectives des offices et des services, (coûts du personnel, loyers, voitures, supervision, etc.). Les dépenses pour les programmes de soutien à l'aide desquels les clients sont soutenus financièrement sont à présenter séparément.

Il y a lieu d'exclure les dépenses pour le personnel en charge de l'organisation du travail d'intérêt général et de l'exécution des peines sous surveillance électronique.

Relevé relatif à la probation en 2006

Canton: _____

Personne de contact: _____ Téléphone: _____

Adresse e-mail: _____

La statistique de la probation vise à saisir annuellement des données minimales et agrégées sur les décisions d'astreinte au service de probation et celles relatives aux règles de conduite à suivre. Elle comprend des questions relatives aux ressources des services de probation.

L'unité de relevé est principalement le mandat, voire l'assistance et non la personne assistée.

L'exécution des peines sous forme de travail d'intérêt général ou sous surveillance électronique organisée par les services de probation ne doit être prise en compte ni pour les données sur les clients ni pour les ressources en personnel ou financières.

La révision des dispositions générales du CP, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007, exige la refonte de l'actuel relevé. Le groupe OFS-ASP «Statistique» a repris son activité et élaborera cette année encore une nouvelle conception pour une statistique fédérale, en tenant compte des expériences faites, ainsi que des propositions provenant du milieu de la probation. Celle-ci fera l'objet d'une consultation auprès des services de probation cantonaux en automne.

Remarques relatives au relevé 2006

En cas de questions veuillez vous adresser au
Secrétariat ASP, tél. 031 633 55 08 (le lundi)
E-mail: asp.svb@pdm.be.ch

La Section Criminalité et droit pénal
Neuchâtel, 15 février 2007

1 Décisions d'astreintes au patronage, aux règles de conduite et aux mesures ambulatoires et conclusions de l'assistance imposée, en 2006

1.1 Décisions d'astreintes au patronage, aux règles de conduite et aux mesures ambulatoires, selon la base légale de l'astreinte, en 2006

Base légale de l'astreinte au patronage									
Art. du CPS									
41.2	43.2/2 44.1 44.6	38.2	42.4/2 43.4/2 44.4/2	100ter 1/1	Règles de conduite*	Total intern.	Libération provisoire de détent. préventive, autres**	Total 1.1	dont renvois vers d'autres cantons

* Une assistance se rapportant à un suivi d'une mesure ambulatoire sans mandat explicite est assimilée à «règles de conduite».

** Si **autres**, merci de préciser: _____

Raport

1.2 Modes de conclusion de l'assistance selon la base légale de l'astreinte, en 2006

Base légale de l'astreinte au patronage									
Art. du CPS									
	41.2	43.2/2 44.1 44.6	38.2	42.4/2 43.4/2 44.4/2	100ter 1/1	Règles de conduite*	Total intern.	Lib. prov. de détent. préventive autres**	Total 1.2
Fin du mandat									
Révocation									
Retour avant la fin*									
Décès									
Autres									
Total									

* «Retour avant la fin de l'astreinte» concerne des clients provenant d'autres cantons, p.ex. parce que le client n'habite plus le canton

** Si **autres**, merci de préciser: _____

2 Mandats d'astreinte au patronage et de suivis de règles de conduite, nombre d'assistances volontaires de personnes en liberté, en 2006

	Dates / période	Mandats*	Assistances volontaires	Total	dont arrivées d'autres cantons	dont renvois vers d'autres cantons
Effectifs au	31/12/2005					
Nouvelles assistances	1/1 - 31/12/2006					
Conclusions des assist.	1/1 - 31/12/2006					
Effectifs au	31/12/2006					

* Total des nouvelles assistances selon le total 1.1, total des conclusions des assistances selon le total 1.2 des tableaux sous 1

Définition

Les effectifs en fin d'année et les mouvements se composent de tous les mandats tels que définis sous 1. Les assistances volontaires de personnes assistées en liberté sont saisies séparément. Les nouvelles assistances concernent les suivis de personnes ayant eu lieu entre le 1/1 et le 31/12/2006. Pour la même période il y a lieu de saisir les conclusions des assistances. Les transferts d'assistances – soit comme arrivées d'autres cantons soit comme renvois vers d'autres cantons – sont à indiquer sur le total.

Il y a lieu d'**exclure** les assistances aux personnes réalisant un travail d'intérêt général ou exécutant une peine sous surveillance électronique (statistiques séparées) et les assistances apportées aux mineurs.

3 Assistance aux personnes en établissements de privation de liberté, en 2006

	Effectifs au 31/12/2005	Nouvelles assistances en 2006	Conclusions d. assist. en 2006	Effectifs au 31/12/2006

Définition

L'effectif en fin d'année est constitué par les personnes assistées en privation de liberté qui allaient (éventuellement) être revues l'année suivante. Les nouvelles assistances concernent les suivis de personnes assistées ayant eu lieu entre le 1/1 et le 31/12/2006 (indépendamment du nombre de visites). Pour la même période il y a lieu de saisir les conclusions des assistances (libération sous condition, transfert hors du canton, fin de mandat, décès, etc.).

Il y a lieu d'inclure toutes les personnes adultes assistées, en détention indépendante de la forme de la privation de liberté (détention policière, détention préventive, mesure de contrainte selon l'art. 13a ou 13b, LSEE, détention en vue d'une expulsion ou d'une extradition, en exécution anticipée ou en exécution d'une peine, en exécution d'une mesure, en maison d'éducation au travail pour les jeunes adultes).

En cas de multiples incarcérations de personnes en liberté, compter plusieurs fois; en cas de multiples visites durant une période d'incarcération, ne compter qu'une fois.

